

Pour une analyse socio-politique du dorgérisme : l'exemple de la Bretagne

David Bensoussan



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/1076>

ISSN : 1777-5434

Éditeur

Association des ruralistes français

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2005

ISSN : 1280-374X

Référence électronique

David Bensoussan, « Pour une analyse socio-politique du dorgérisme : l'exemple de la Bretagne », *Ruralia* [En ligne], 16/17 | 2005, mis en ligne le 19 juillet 2006, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/1076>

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

Tous droits réservés

Pour une analyse socio-politique du dorgérisme : l'exemple de la Bretagne

David Bensoussan

- 1 Récemment étudié par l'historien américain Robert Paxton ¹, le dorgérisme se révèle bien comme un mouvement important dans l'histoire contemporaine des campagnes françaises. Posant avec force la question de la place de la paysannerie dans une société française profondément ébranlée par la Grande Guerre, Dorgères réussit à capter et amplifier la colère de nombreux paysans français au moment où la crise agricole vient remettre en cause des aspirations socio-économiques que le contexte de l'après-guerre avait fait émerger. Fondateur d'une geste protestataire qui ébranle, pendant un temps, l'idée d'une stabilité intrinsèque du monde rural gage de solidité du régime, l'action de Dorgères atteste que le postulat agrarien de l'unité paysanne peut nourrir une contestation virulente du modèle républicain.
- 2 Quoique s'inscrivant dans une perspective nationale, l'essor du dorgérisme ne s'en caractérise pas moins par de fortes disparités géographiques. Dans un monde rural encore largement cloisonné, les spécificités socio-politiques et socio-culturelles régionales déterminent pour beaucoup sa capacité à entraîner la paysannerie dans une action résolue de protestation contre l'État dont les implications politiques se remarquent de plus en plus nettement. La prise en compte de ces spécificités permet, du reste, de percevoir avec une plus grande acuité les caractéristiques du dorgérisme et d'en proposer une analyse socio-politique qui restitue la relative complexité de ce mouvement. C'est ce que nous nous proposons de faire ici, dans le cadre d'une région qui a, incontestablement, constitué un de ses bastions : la Bretagne ².

La paysannerie comme enjeu socio-politique majeur

- 3 Considérée comme une terre de traditions, la Bretagne présente toujours, au début du 20^e siècle, une forte identité catholique et rurale perceptible, au premier plan, dans

l'intensité de la pratique religieuse et dans l'importance démographique des populations paysannes³. Dans cet espace régional, l'aristocratie rurale et le clergé, qui constituent les élites sociales traditionnelles, conservent une influence considérable. Cette situation reflète la vitalité maintenue d'un « bloc agraire », véritable modèle socio-politique unissant les différentes couches sociales du monde rural dans la défense de son identité religieuse. Elle indique le poids des hiérarchies sociales et la prégnance d'un traditionalisme catholique rejetant avec force le modèle républicain. Fondé sur le souvenir traumatisant de la Révolution française, réactivé dans la permanence des clivages politiques entre les « blancs » et les « bleus » autour de la question religieuse, le traditionalisme catholique constitue une véritable culture politique dont la force et la pérennité s'inscrivent dans les structures sociales de nombreuses campagnes bretonnes. Légitimant l'autorité « naturelle » de l'aristocratie, mythifiant l'unité du monde rural derrière ses élites, il souligne au passage le pouvoir du clergé de conserver le monde social en en définissant les schèmes de perception⁴.

- 4 Attachés à la préservation de ce modèle, confrontés aux défis suscités par le processus d'intégration de la région dans l'espace national, clercs et nobles ont investi dès la fin du 19^e siècle le champ du syndicalisme agricole dans l'optique d'un encadrement renforcé de la paysannerie. Refusant l'urbanisation et l'industrialisation perçues comme des facteurs de désagrégation de la société traditionnelle, ils cherchent à engager la Bretagne dans un modèle de développement périphérique permettant une certaine modernisation de l'agriculture tout en assurant le maintien des équilibres sociaux. Le premier élan du syndicalisme agricole dans la région se fait ainsi à leur instigation sur la base d'un catholicisme intransigeant, antilibéral et antiétatique. Les tensions sont alors vives avec les milieux républicains qui cherchent à limiter l'influence des forces conservatrices comme avec les milieux sillonnistes qui entendent favoriser l'insertion de la démocratie dans le monde rural et soustraire le monde catholique breton à la tutelle de l'aristocratie monarchiste. Dans ce cadre, la paysannerie constitue bien un enjeu fondamental des affrontements politiques qui traversent la Bretagne.
- 5 Cette situation prend encore plus d'acuité au lendemain de la Première Guerre mondiale, lorsque l'intégration de la région dans l'espace national s'accélère tant sur le plan économique que culturel. Forte du « prix du sang » payé durant la guerre, la paysannerie bretonne sort du conflit avec une perception accrue de son identité et de sa place dans la nation. Le décroisement socio-culturel qu'elle a vécu à cette occasion entraîne notamment une volonté d'améliorer ses conditions de vie. L'affirmation des aspirations paysannes s'impose désormais comme une donnée majeure dans la société bretonne. Déjà observable dans les nombreux achats de terres rendus possibles par la relative prospérité des années 1920, la montée des préoccupations économiques au sein de la paysannerie se remarque également dans le développement des structures syndicales et mutualistes qui l'accompagne. Certes, le vif essor du syndicalisme agricole que connaît la Bretagne dans cette décennie correspond, en premier lieu, à l'investissement redoublé d'une aristocratie, toujours appuyée par le clergé, prenant conscience des difficultés croissantes qui se dressent devant sa détermination à maintenir son emprise socio-politique. Il correspond à une exigence d'encadrement qui, autant par souci d'efficacité que par nécessité de satisfaire les aspirations paysannes, débouche, non sans mal parfois, sur le choix du syndicat communal comme structure syndicale de base. Néanmoins, il traduit aussi l'implication croissante d'une paysannerie qui y voit un moyen de s'engager dans une certaine forme de modernité, sociale comme économique, susceptible de répondre à

ses attentes. De fait, si cet essor se perçoit, entre autres, dans la réussite de l'Office central de Landerneau, présidé par le comte de Guébriant⁵, en passe de devenir la grande figure du monde agrarien breton, il s'observe également dans l'émergence des « cultivateurs-cultivants » qui entendent faire du syndicalisme agricole l'outil privilégié de l'émancipation paysanne⁶. Constitué sous la bannière de la Fédération syndicale des paysans de l'Ouest (FSPO), le mouvement des cultivateurs-cultivants connaît, en effet, une vigoureuse impulsion dans les années 1920 qui témoigne très clairement du changement d'état d'esprit d'une partie de la paysannerie bretonne. Prônant le choix d'un syndicalisme « authentiquement » paysan à partir de syndicats locaux, instruments au service de la démocratie sociale, les cultivateurs-cultivants favorisent la formation et la promotion d'élites paysannes qui vont imposer leur présence et leurs revendications dans les années suivantes. Ils mènent notamment une attaque en règle contre les syndicats dirigés par les notables ruraux à qui ils reprochent de subordonner les intérêts paysans à des préoccupations « bassement » politiques et à la défense des gros propriétaires. La lutte est donc particulièrement intense, sur fonds d'antagonismes politico-religieux, entre les Unions syndicales régionales, créées en réaction par l'aristocratie foncière, appuyées par la hiérarchie épiscopale, et les cultivateurs-cultivants soutenus par les abbés démocrates et par *L'Ouest-Éclair*, le grand quotidien démocrate-chrétien breton. Si cette lutte joue un rôle essentiel dans le développement des structures syndicales en Bretagne, elle participe également au travail de définition d'une identité paysanne et d'un projet socio-politique dans lequel la paysannerie tient une place éminente. À l'idéal d'une démocratie de petits propriétaires indépendants professé par les cultivateurs-cultivants répond le projet corporatiste, fondé sur le respect des hiérarchies sociales, défendu par les notables agrariens. De chaque côté cependant, c'est bien une vision agrarienne qui prévaut. L'unité comme l'altérité socio-culturelle de la paysannerie sont, en effet, toujours valorisées et mythifiées, que ce soit dans une dynamique sociale autonome ou dans le cadre d'une complémentarité des différents acteurs du monde rural. C'est d'ailleurs sur ce double héritage que se développe le mouvement dorgériste.

Le dorgérisme ou la paysannerie bretonne sur le devant de la scène

- 6 Déjà observable avec les cultivateurs-cultivants, l'affirmation de la paysannerie bretonne sur le devant de la scène se confirme d'abord dans la lutte contre les assurances sociales dont Dorgères se fait le héraut, avant de s'imposer dans le contexte de la crise agricole qui touche durement le monde rural au milieu des années 1930.
- 7 Aboutissement d'un long processus législatif commencé dès 1920, la loi sur les assurances sociales adoptée en seconde lecture par la Chambre en avril 1928, à la quasi-unanimité, traduit la prise de conscience des milieux politiques des retards de la législation sociale française. Cette loi n'en est pas moins l'objet d'oppositions multiples⁷. Si l'opposition des milieux médicaux est relativement bien connue, celle de la paysannerie reste encore largement ignorée⁸. Or celle-ci est dès le début très prononcée. Les motifs de mécontentement sont, il est vrai, importants. Deux aspects de la loi sont singulièrement contestés. Le premier tient au fait qu'outre la main-d'œuvre salariée les membres de la famille travaillant sur l'exploitation sont considérés comme assujettis obligatoires. La charge financière est donc lourde pour les exploitations familiales qui semblent ainsi pénalisées. Le second tient, quant à lui, au fait que propriétaires, fermiers et métayers

sont assimilés, comme non salariés, à des assujettis facultatifs et doivent donc cotiser plus pour bénéficier des dispositions de la loi. La discrimination apparente entre le monde agricole et le monde urbain, où prédomine le salariat, est particulièrement mal vécue tant elle donne corps à l'idée d'une absence de considération des gouvernants à l'égard du monde rural. Plus globalement, c'est l'intervention de l'État dans un domaine qui restait jusque-là en dehors de ses attributions qui est rejetée notamment par les organisations agricoles conservatrices qui préconisent des solutions mutualistes. En Bretagne, les différentes Unions syndicales organisent ainsi en conséquence, à Vannes, le 9 décembre 1928, une grande manifestation régionale visant à obtenir l'aménagement de la loi qui doit entrer en vigueur en janvier 1930⁹.

- 8 C'est dans ce contexte que se remarquent, dans la région, les premiers signes d'une agitation paysanne à l'instigation de Dorgères. Arrivé en Bretagne au début des années 1920, sur l'initiative du cardinal Charost, archevêque de Rennes, sûrement afin de s'opposer à l'essor des cultivateurs-cultivants, Dorgères participe, depuis 1925, à l'animation du *Progrès agricole de l'Ouest* (PAO), modeste journal agricole dont il prend la direction effective en 1927. Le vote de la loi sur les assurances sociales marque alors le véritable démarrage de son action. Récusant une loi démagogique qui va tuer, selon lui, l'esprit d'économie et de prévoyance ayant fait la fortune passée de la France, il dénonce le renforcement de l'emprise de l'État sur la société qu'elle va immanquablement provoquer à travers l'accroissement du nombre et du rôle des fonctionnaires. Si l'écho de la protestation dorgériste est immédiat ou presque, c'est bien parce qu'elle apparaît en phase avec l'état d'esprit de la masse des paysans bretons. L'irruption de la logique administrative nécessitée par la loi (inscription, déclaration du personnel, gestion des cotisations) est sans aucun doute perçue comme l'instrument d'une domination symbolique de plus en plus mal vécue au moment où l'intégration croissante des campagnes bretonnes dans l'espace national renforce la conscience du poids de l'État dans la société. Le rejet massif de la loi révèle ainsi les complexes socio-culturels de la petite paysannerie face à toute démarche qui lui semble souligner son infériorité face aux citadins. L'introduction de clivages administratifs au sein de l'exploitation, que ce soit entre l'exploitant et les domestiques et ouvriers ou entre le chef de famille et le reste de la famille, est particulièrement mal ressentie car elle vient briser le sentiment de l'unité de l'exploitation et paraît comme une intrusion inacceptable dans l'intimité familiale. Le phénomène est d'autant plus perceptible dans les campagnes bretonnes qu'il prend corps dans une culture politique où le rejet de l'État et du monde urbain est une thématique discursive récurrente.
- 9 Dorgères s'impose, en tout cas, comme le fer de lance de l'opposition aux assurances sociales dans la région. Multipliant les réunions, utilisant le *Progrès agricole de l'Ouest* comme une tribune et une chambre d'écho pour afficher sa résolution, il voit son audience croître rapidement au sein de la paysannerie bretonne. La dynamique socio-politique que prend, pour bien des paysans bretons, la lutte contre les assurances sociales se perçoit alors clairement dans sa dimension émancipatrice à l'égard des autorités sociales traditionnelles. En effet, la mobilisation contre la loi place en porte-à-faux les organisations agrariennes qui, tout en protestant contre certains de ses aspects, ne s'en sont pas moins engagées dans sa mise en œuvre. Il en est de même pour les Unions catholiques diocésaines, relais de la Fédération nationale catholique (FNC) et principal instrument de l'action cléricale en Bretagne, qui y voient une application certes imparfaite mais néanmoins concrète des principes du catholicisme social. De part et

d'autre, il s'agit bien, dans une logique de contrôle social, de ne pas laisser la porte ouverte à l'intervention de l'État ou de toute autre force socio-politique et de profiter des dispositions de la loi permettant de créer des caisses mutuelles. La faiblesse des inscriptions dans les caisses mises en place par les Unions catholiques et par les organisations agrariennes montre cependant la capacité du dorgérisme à menacer l'emprise des notables ruraux sur la paysannerie. Un phénomène identique s'observe également au sein des cultivateurs-cultivants où les assurances sociales sont l'occasion d'une rupture entre la majeure partie des élites paysannes du mouvement et les abbés démocrates. L'acceptation de la loi par les seconds se heurte, en effet, au refus des premiers qui, à peu de choses près, partagent les analyses de Dorgères. Leur attachement à un idéal de petit propriétaire indépendant décidant librement de son destin en s'appuyant sur le travail et l'épargne débouche sur la même méfiance envers l'État et le salariat urbain. C'est d'ailleurs cette opposition commune à la loi qui va pousser une partie des cadres paysans des cultivateurs-cultivants à rejoindre Dorgères, à l'exemple de Jean Bohuon ou de François Coirre. La manifestation organisée à Rennes le 1^{er} février 1930 s'avère sur ce point une étape décisive, dévoilant le rapprochement en cours. Réunissant plus de dix mille paysans, elle constitue un succès incontestable pour Dorgères et le place désormais comme un acteur politique incontournable dans le monde rural breton. Elle lui permet de donner un écho plus grand à sa campagne qui se poursuit par l'organisation de nombreuses réunions publiques dans les différents départements. La grande manifestation unitaire du 1^{er} avril 1932 qui réunit autour de lui non seulement la FSPO mais aussi les dirigeants des Unions régionales démontre le succès d'une stratégie qui s'impose désormais aux autres acteurs du monde rural. Elle marque le début d'une seconde phase de l'action dorgériste, celle où l'union avec les notables agrariens se construit dans une complémentarité qui débouche sur la constitution, en juillet 1934, du Front paysan ¹⁰.

- 10 Le succès du dorgérisme, quoique encore relatif à ce stade, traduit donc les évolutions du monde rural breton avec, en premier lieu, l'émergence de la paysannerie en tant que force socio-politique autonome. Nullement réductible à son instrumentalisation prochaine par les organisations agrariennes, il témoigne de l'irruption de revendications purement socio-professionnelles dans un monde jusqu'ici habitué à tout ramener, en dernière instance, à des considérations religieuses.
- 11 La mobilisation paysanne développée dans le rejet des assurances sociales va alors trouver dans la crise économique qui marque le monde rural au milieu des années 1930 un nouvel élément d'affirmation. La crise agricole se fait en effet particulièrement sentir en Bretagne dans les années 1934-1935 avec la mévente du blé, la baisse du prix du bétail et des produits agricoles dans leur ensemble. Au début de l'année 1935, tous les rapports de préfets insistent ainsi sur l'extrême tension qui règne dans le monde paysan breton ¹¹. Le contexte est à nouveau favorable pour Dorgères qui peut désormais s'appuyer sur un certain nombre de *leaders* paysans, apparus dans la lutte contre les assurances sociales, et sur des notables agrariens dont la radicalisation idéologique est patente. Si son action s'effectue alors sur un plan géographique beaucoup plus vaste, elle n'en connaît pas moins un écho considérable en Bretagne. Fort du puissant mécontentement de la paysannerie bretonne, profondément fragilisée par la crise, Dorgères y anime de très nombreuses manifestations, réunissant plusieurs dizaines de milliers de paysans, que ce soit sous la bannière de son mouvement de « Défense paysanne » ou sous celle, plus large, du Front paysan. L'ampleur de la mobilisation entraîne alors le développement

conséquent des Comités de défense paysanne dans les différents départements de la région, particulièrement dans les années 1935-1937. Regroupant chacun plusieurs milliers de paysans, dotés de groupes de chemises vertes, fer de lance de l'action militante, ces comités confirment, par leur importance, que la Bretagne constitue bien un des bastions du mouvement dorgériste¹². La tenue à Bannalec, dans le département du Finistère, du premier congrès national des chemises vertes, en décembre 1935, souligne également l'audience d'un mouvement dont l'essor n'est pas sans inquiéter les autorités civiles. L'apparition de *leaders* authentiquement paysans à l'instar de Jean Bohuon en Ille-et-Vilaine, de Joseph Divanac'h ou de Robert Fiche dans le Finistère, de Henri Robichon en Loire-Inférieure, démontre au passage que le mouvement dorgériste est bien l'occasion pour l'élite de la petite et moyenne paysannerie bretonne de s'affirmer sur la scène socio-politique aux côtés des notables ruraux.

Mobilisation sociale, identité paysanne et geste dorgériste

- ¹² L'importance de la réactivité de la paysannerie bretonne face à la crise économique tient évidemment aux effets funestes de cette dernière et à la souffrance sociale qui l'accompagne. Ce sont toutes les espérances suscitées par la relative prospérité de la décennie précédente qui se brisent devant la crise, provoquant ainsi une forte frustration sociale. Ouvertes de plus en plus à l'influence du marché, certaines franges de la paysannerie bretonne avaient en effet connu, en ces circonstances, une amélioration de leurs revenus leur permettant d'entrevoir un mode de vie plus confortable. La crise remet en cause ces perspectives d'enrichissement et de vie meilleure tout comme elle entraîne un endettement croissant consécutif aux investissements engagés précédemment. La frustration sociale est donc particulièrement importante comme l'exprime, de manière euphémisée, le préfet des Côtes-du-Nord au plus fort de la crise agricole : « Les cultivateurs qui, à la faveur de certaines années d'après-guerre, avaient modernisé leur outillage ou signé des baux à un taux élevé ou emprunté pour acheter de la terre – et qui en tout cas avaient entrevu une existence plus aisée – se trouvent maintenant fort déçus »¹³. Le sentiment d'infériorité économique et des conditions de vie toujours difficiles sont ainsi d'autant plus fortement ressentis qu'un certain nombre de paysans bretons ont eu, pendant un temps, l'espoir de s'en détacher. Il faut, du reste, bien percevoir que cet état de frustration les touche non seulement comme individu mais également comme membres d'un groupe social qui, à tort ou à raison, se sent marginalisé dans une société française en voie d'urbanisation et d'industrialisation¹⁴. La crise agricole renforce un sentiment de déclassement social qui est au cœur de la dépréciation identitaire touchant la paysannerie. L'importante production discursive qui a accompagné l'essor du syndicalisme agricole, à l'instigation des notables agrariens et du clergé, a fortement contribué, en Bretagne peut-être plus qu'ailleurs, à forger l'identité du groupe mobilisé en tant que groupe stigmatisé. Dans ce cadre, en effet, l'apologie de la paysannerie, dont les valeurs et le mode de vie fondent l'exemplarité morale, ne s'effectue qu'en corollaire de la dénonciation du mépris dans lequel la tient un régime politique et économique profondément exécré. Les accusations professées par Dorgères à l'encontre des différents gouvernements, supposés être uniquement favorables au salariat urbain, notamment sous le Front populaire, s'insèrent sans difficulté dans ce type de représentation. De la même façon, son antiparlementarisme virulent réactive celui

d'un monde catholique resté profondément méfiant à l'égard d'un modèle républicain dont les valeurs fondatrices n'ont jamais cessé d'être contestées. Si une grande partie des paysans bretons se pensent comme membres d'un groupe économiquement et politiquement discriminé au sein de la communauté nationale, nul doute que, pour beaucoup d'entre eux, ce sentiment se renforce de l'appartenance à une communauté religieuse perçue comme également stigmatisée¹⁵.

- 13 Préalablement entrepris dans l'essor du syndicalisme agricole, le travail de définition identitaire de la paysannerie s'accroît dans le contexte de la mobilisation dorgériste. C'est qu'il constitue un élément décisif pour Dorgères afin de disposer de ressources militantes capables de s'engager dans un rapport de force avec les pouvoirs publics. Se définissant comme l'agent de publicité de la misère paysanne, désireux de « transformer des bovidés inertes en taureaux furieux »¹⁶, Dorgères cherche ainsi à exalter une fierté paysanne susceptible de renverser les logiques sociales dominantes et de poser la paysannerie comme le groupe phare de la société. Moment d'une intense production discursive et symbolique, la geste dorgériste est aussi l'opportunité pour la paysannerie bretonne de s'investir dans de nouvelles modalités d'action qui expriment avec force ses revendications.
- 14 Déjà largement utilisée lors de la mobilisation contre les assurances sociales, la manifestation confirme, dans les années 1930, la place centrale qu'elle occupe dans le dispositif dorgériste. À partir de 1935, notamment, de grandes manifestations sont organisées dans les chefs-lieux de cantons ou d'arrondissements où se tiennent foires et marchés propices à la concentration de populations paysannes. Dans une région encore sensiblement cloisonnée, ce sont le plus souvent de petites agglomérations, à l'exemple de Josselin ou de Questembert dans le Morbihan, qui sont le lieu de rassemblement de milliers de paysans. Carrefours routiers relativement accessibles, elles constituent avant tout un espace chargé de repères pour les manifestants. La grande ville, siège de la préfecture, est au final peu touchée par la manifestation dorgériste. On peut d'ailleurs s'interroger sur cette absence relative. Outre les problèmes de logistique que suppose le déplacement vers un lieu parfois éloigné, il me semble que cela tient principalement à deux éléments essentiels : d'une part, à l'extériorité géographique et surtout culturelle que représente encore la grande ville pour la paysannerie et, d'autre part, à la logique propre de la manifestation dorgériste. Avant tout démonstration de force, sans intention de négociation, elle ne nécessite nullement la rencontre avec les représentants des autorités civiles qui ponctue, *a contrario*, les manifestations organisées par les unions régionales.
- 15 Rassemblement de milliers de paysans venus clamer leur colère, la manifestation dorgériste est avant tout une occasion privilégiée pour exprimer une volonté de puissance et une identité spécifique. Le sentiment de force rendu possible par le nombre et l'appropriation de l'espace public fait qu'elle constitue le lieu et le moment de l'exaltation d'une fierté paysanne vécue comme une revanche face à une situation d'infériorité socio-culturelle largement intériorisée. Robert Paxton a insisté avec justesse sur la mise en scène des manifestations dorgéristes, notamment à travers le décor qui sert de cadre au rassemblement¹⁷. Parfois juché sur une charrette, entourée de gerbes de blé, qui lui sert de tribune, Dorgères utilise toute une symbolique qui renvoie au travail paysan dans un esprit typiquement agrarien. Il y a chez lui la volonté résolue d'exprimer l'orgueil de la profession agricole et, en même temps, de glorifier la force paysanne. La présence des fourches, caractéristique du mouvement dorgériste, redouble ainsi sur le

plan symbolique la violence verbale qui accompagne inmanquablement les discours de Dorgères. L'univers sonore de la manifestation, à travers les clameurs de la foule notamment, tout comme son univers visuel où prédomine l'impression du nombre, délivre une sensation de puissance qui donne à la paysannerie le sentiment de pouvoir peser sur son destin. L'exaltation de la virilité paysanne peut alors déboucher sur la violence physique, notamment à l'égard des adversaires désignés du mouvement – la violence, qu'elle soit verbale ou physique, ayant comme fonction essentielle de renverser les rôles sociaux traditionnels. Professionnels de la parole, parlementaires et instituteurs, sont ainsi souvent ridiculisés et parfois molestés quand ils sont présents.

- 16 La mobilisation dorgériste est donc l'opportunité d'affirmer une identité collective de manière forte et gratifiante et, parallèlement, de déprécier celle de ses adversaires supposés. Désireux de valoriser une identité stigmatisée par le reste de la société, le mouvement dorgériste cherche à poser les valeurs, le style de vie et le mode de production de la paysannerie comme des normes légitimes et positives de comportement. Le charisme incontestable de Dorgères se construit bien dans sa capacité à incarner la fierté paysanne, à refléter l'imaginaire social de la paysannerie et, par cela, à transcender le fait qu'il ne soit pas lui-même paysan. Penser la manifestation dorgériste comme une mobilisation à dimension identitaire permet de comprendre que l'engagement des paysans bretons s'inscrit dans un univers de signification où jouent la sociabilité, la force de l'émotion et les habitus d'une catégorie sociale à forte identité socio-culturelle.
- 17 Moment de construction d'une identité collective, la mobilisation dorgériste implique nécessairement tout un travail de politisation des masses paysannes. La prise de conscience de l'enjeu que constitue la politique nationale s'effectue ici dans les interrelations entre la crise économique et les difficultés vécues sur le plan local. La question de l'attitude des pouvoirs publics face à la crise étant posée de manière centrale par Dorgères, la manifestation paysanne s'intègre dans l'expression d'un rapport de force, pensé comme tel, et dans une problématique nationale qui est celle de la réforme de l'État. Les motions et ordres du jour votés par acclamations et à l'unanimité par les manifestants, à la fin des rassemblements, attestent ainsi l'entreprise de politisation en cours. Nul doute pourtant que la réussite du mouvement dorgériste sur ce point tienne à ce qu'il donne à la protestation paysanne un contenu pratique. Quoique souvent cultivée sur le mode discursif, l'action directe prônée par Dorgères a, en effet, une dimension concrète qui séduit les masses paysannes. Du refus d'inscription aux caisses d'assurances sociales à la grève de l'impôt préconisée en octobre 1935, Dorgères pousse à la désobéissance civile de la paysannerie. Mais c'est surtout dans l'opposition aux ventes-saisies qu'il donne à son combat son aspect le plus exemplaire. Symbole de l'agression du monde urbain, de la froide rationalité juridique et financière, la vente-saisie a, pour les masses paysannes, un aspect brutal et humiliant. Face à elle, c'est bien souvent la communauté paysanne qui se dresse pour faire bloc contre l'agent du fisc et intimider les acheteurs potentiels. L'action directe dont Dorgères se fait le promoteur, particulièrement contre l'État et ses représentants, est bien conçue comme le moyen de renverser un rapport de force institutionnellement et culturellement défavorable à la paysannerie. Elle s'intègre à l'évidence dans un répertoire d'action collective en pleine mutation où une incontestable modernité se mêle à des aspects plus traditionnels¹⁸. Les références symboliques à une identité collective exaltée dans une dimension plutôt passéiste, le choix de petites agglomérations de proximité pour le déroulement des manifestations ne doivent pas, en effet, masquer l'importance des phénomènes novateurs

qui marquent l'irruption du mouvement dorgériste dans les campagnes bretonnes. La relative autonomie sociale d'une mobilisation paysanne qui débouche sur la construction de nouvelles formes de militance, l'expression sur un mode abstrait et intellectualisé de revendications posées résolument à l'échelon national témoignent bien d'une certaine modernité. Nous sommes ici au cœur des contradictions du mouvement dorgériste qui, voulant défendre explicitement un mode de vie et de production traditionnel, précapitaliste, engage les communautés rurales dans le processus d'effritement des valeurs et des conduites qui lui sont liées.

- 18 La réussite incontestable du mouvement dorgériste en Bretagne, au milieu des années 1930, traduit donc l'ampleur de la mobilisation paysanne et sa relative structuration dans le cadre des Comités de défense paysanne. Pour autant, elle ne peut se comprendre sans percevoir les phénomènes d'appropriation de cette mobilisation par ses différents acteurs et les stratégies qu'ils mettent ou tentent de mettre en place. Le succès du dorgérisme se construit en effet dans l'espace des possibles qu'il offre alors à ses différents acteurs parmi lesquels, outre Dorgères, figurent au premier plan les notables agrariens.

Le dorgérisme à la croisée des chemins

- 19 Expression de la protestation paysanne, le dorgérisme doit aussi s'analyser comme une entreprise politique au service d'une ambition personnelle, celle de Dorgères, dont l'objectif rapidement affiché est de s'affirmer comme un acteur politique incontournable. Les fluctuations de la stratégie qu'il met en œuvre montrent alors clairement comment celle-ci se construit dans la perception aiguë des possibilités que lui offre l'espace socio-politique dans lequel elle s'inscrit.
- 20 Dans une région où les puissantes Unions syndicales s'attachent à maintenir une orientation socio-professionnelle qui consacre le statut social de leurs dirigeants, Dorgères privilégie, dans un premier temps, une stratégie ouvertement politique. La lutte contre les assurances sociales, dont il s'est fait un infatigable détracteur, lui a permis de se doter d'une légitimité dans les campagnes bretonnes qu'il entend bien valoriser. Ayant réussi à placer les dirigeants des organisations agrariennes en difficulté, récusant toute logique confessionnelle susceptible de l'impliquer dans des clivages partisans qu'il juge stériles et désuets, il cherche à poursuivre son combat sur un plan spécifiquement politique. Le créneau de la « défense paysanne » sur lequel il construit son audience est donc un moyen pour lui de s'imposer, dans une totale autonomie, face aux élites du monde rural breton.
- 21 Le rapprochement alors observable avec le Parti agraire et paysan français (PAPF) de Fleurant Agricola montre que la stratégie dorgériste est bien au service d'une ambition politique dont les préoccupations électorales sont évidentes. La perspective d'envoyer des députés paysans à la Chambre est, en effet, clairement envisagée par Dorgères, qui travaille à implanter le Parti agraire dans la région et crée les fédérations d'Ille-et-Vilaine et des Côtes-du-Nord au début de l'année 1930. Mais cette action se heurte bien vite à des obstacles difficilement surmontables tant elle s'insère dans un champ politique dont les clivages partisans, profondément constitués, renvoient à une histoire qui en tisse l'intensité. Affichant son dessein de construire l'unité de la paysannerie dans le refus de ces clivages, Dorgères peine à s'émanciper de ces contraintes.

- 22 La victoire du néo-cartel en 1932 infléchit alors son action qui prend aussi en compte les premières répercussions de la crise dans les campagnes. Son discours se radicalise nettement tandis que ses ambitions se situent désormais dans l'espace politique national. L'antiparlementarisme, l'apologie de la dictature paysanne se présentent comme des réponses à l'incurie de l'État. La question du débouché politique de son action n'en continue pas moins de se poser dans un champ politique très concurrentiel. Si la rupture avec le PAPP s'explique par les dissensions croissantes qui l'opposent aux dirigeants de ce parti ainsi que par des ambitions personnelles de plus en plus affichées, elle trouve aussi son origine dans sa prise de distance à l'égard d'une action privilégiant un débouché parlementaire. Sans perdre totalement de vue, comme il l'affirme parfois péremptoirement, cette perspective, Dorgères semble un temps hésiter sur la stratégie la plus à même de valoriser son entreprise politique. Les contacts qu'il développe avec la Fédération des contribuables de Lemaigre-Dubreuil attestent qu'il n'est pas sans envisager une alliance sociale plus large au sein de laquelle cependant la paysannerie jouerait un rôle décisif. Mais ce sont les relations privilégiées qui s'établissent alors avec les dirigeants des Unions syndicales qui déterminent son ralliement au corporatisme. Face aux conséquences de la crise dans le monde agricole et au mécontentement croissant de la paysannerie, les organisations agrariennes se lancent, en effet, dans une radicalisation de leur action qui les pousse à approfondir leurs contacts avec Dorgères. La manifestation tenue à Rennes le 1^{er} avril 1932 en porte clairement la marque. Elle dévoile notamment la complicité établie entre Dorgères et Jacques Le Roy Ladurie, alors présent comme président de l'Union syndicale du Calvados. Le comte de La Bourdonnaye, président de l'Union régionale des syndicats agricoles d'Ille-et-Vilaine (URSA), peut ainsi écrire au comte de Guébriant : « Vous savez que Dorgères est maintenant complètement dans les mains de Le Roy Ladurie et que vous pouvez agir sur le premier de la façon la plus absolue par le second »¹⁹. L'union entre les deux hommes traduit à l'évidence des intérêts réciproques au moment où le mouvement dorgériste trouve en Normandie un second terrain d'élection. Pour Dorgères, outre le soutien financier que peut lui offrir Jacques Le Roy Ladurie lié, par son frère, à la puissante banque Worms, cette alliance lui ouvre des perspectives d'action plus larges tandis que la force de son mouvement le place comme un allié précieux pour les notables agrariens engagés dans une logique de rapport de force avec les pouvoirs publics. En juin 1934, Dorgères formalise ce rapprochement en annonçant son adhésion aux thèses corporatistes : « Nous en avons assez d'un État qui repose uniquement sur la politique des partis politiques qui divise et qui corrompt. Les parlementaires sont les élus d'un suffrage basé non sur la défense des intérêts des producteurs mais sur la politique la plus basse et la plus démagogique. Il m'a fallu beaucoup de temps et beaucoup de réflexion pour arriver à ces conclusions. J'ai cru longtemps qu'il était possible d'améliorer le système parlementaire en envoyant à la Chambre des professionnels représentant leur profession. Mais en suivant de près les débats et les votes de quelques professionnels que renferme le Parlement, j'ai bien été forcé de constater que mon opinion était fausse. [...] Le jour où le sort du pays dépendra d'une République basée à la fois sur la corporation et sur la famille, les élus n'auront plus qu'à se préoccuper des intérêts professionnels ou des intérêts familiaux »²⁰.
- 23 Cette déclaration révèle indiscutablement son ralliement aux notables agrariens que scelle, peu après, la constitution du Front paysan. Elle est cependant à prendre avec circonspection tant elle est à replacer dans une stratégie éminemment personnelle. Les convictions corporatistes de Dorgères sont, en effet, sans véritables fondements

doctrinaux et Dorgères reste, par bien des aspects, totalement étranger au catholicisme social et aux thèses du marquis de la Tour du Pin qui inspirent le corporatisme des organisations agrariennes. Du reste, sa candidature à l'élection législative de Blois, en mai 1935, montre bien qu'il n'a nullement abandonné toute stratégie électorale spécifiquement autonome.

- 24 Cette ambivalence du dorgérisme tient, pour beaucoup, à l'entreprise politique qui la sous-tend et aux possibilités qui s'offrent à elle dans un contexte politique mouvant où l'espace de la contestation radicale du régime s'avère particulièrement encombré. Grisé par la dynamique de son mouvement, Dorgères a sans aucun doute eu, à son apogée, dans les années 1935-1937, le sentiment d'incarner cet homme fort dont le charisme, la capacité à enflammer les foules pouvait légitimement nourrir de grandes ambitions. Le développement des chemises vertes témoigne ainsi d'un culte du chef qui n'est pas sans évoquer une certaine fascisation de son projet politique. L'alliance avec les notables agrariens peut alors s'analyser comme une tentative de s'assurer, par le soutien de leurs organisations et leur appui financier, une ascension politique à laquelle il pouvait ne pas fixer de limites. Pour autant, Dorgères est bien conscient des contraintes que pose à son action la multiplicité de la concurrence à l'extrême droite de l'échiquier politique, notamment après l'avènement du Front populaire. Le corporatisme est alors perçu comme le projet institutionnel qui valorise le mieux son entreprise politique. Son hostilité au Parti social français (PSF) du colonel de La Rocque ou au Front de la liberté, impulsé par Jacques Doriot, reflète ainsi sa volonté de maintenir l'autonomie de son mouvement et, corollairement, son refus d'une subordination de la paysannerie à d'autres forces socio-politiques. Les fluctuations de la stratégie dorgériste démontrent donc la pertinence d'une lecture fonctionnelle du champ politique et de l'espace des possibles qu'il offre à un moment donné à de telles ambitions.
- 25 Cette lecture des engagements politiques peut également se faire dans l'analyse des considérations qui animent les notables agrariens bretons. Leur attitude à l'égard de Dorgères se modifie en effet sensiblement à mesure que l'essor du mouvement dorgériste et l'évolution de la conjoncture politique leur ouvrent des perspectives nouvelles pour la mise en œuvre de leur projet corporatiste. Dans un premier temps cependant, leur méfiance voire leur hostilité est avérée devant la campagne menée par Dorgères contre les assurances sociales tant celle-ci menace, sur de nombreux points, leur position. Outre qu'elle rend caduque leur tentative d'appliquer la loi afin d'en mieux contrôler les effets et de renforcer la position institutionnelle de leurs organisations, l'action de Dorgères les place en porte-à-faux vis-à-vis de la paysannerie. De plus, elle fragilise la solidarité quasi organique avec le clergé breton qui, lui aussi, s'est investi en faveur de la loi et voit d'un très mauvais œil le mouvement dorgériste. Enfin, la dimension partisane que Dorgères donne initialement à son action s'oppose à la logique professionnelle et à la dépolitisation du social qui sous-tend leur projet corporatiste. Avec elle, c'est l'autorité « naturelle » des notables ruraux et leur capacité de contrôle sur la paysannerie bretonne qui semblent menacées comme le confirment les propos de Gaston de Saint-Gilles, un des dirigeants de l'URSA : « Dorgères annonce la visite de Florent Agricola [sic] et invite tous ses amis à venir nombreux pour fonder les premières sections du Parti agraire. Vous savez ce qu'est Florent Agricola [sic] et le Parti agraire et vous voyez d'ici la manœuvre. Les syndicats agricoles sont des gêneurs à danser en rond, on y interdit toute politique. Si les agriculteurs veulent obtenir des satisfactions qu'ils envoient au Parlement des agriculteurs et aux prochaines élections les dirigeants du Parti agraire seront désignés

pour être élus députés. Ce serait pourtant le moindre mal. Mais ils essaieront de faire passer avec eux des agriculteurs-cultivants qui seront noyés et perdus dans cet enfer qu'est la Chambre des députés, des gens qui n'auront aucune idée sur les questions de politique extérieure, religieuse, etc., et qui deviendront la proie facile des partis politiques de gauche »²¹.

- 26 Pourtant, assez rapidement, la dynamique de la mobilisation paysanne derrière Dorgères détermine un infléchissement sensible de leur attitude. D'ailleurs, pour la partie de l'aristocratie rurale bretonne qui n'a pas abandonné le « politique d'abord » maurrassien, l'effervescence politique qu'elle provoque est analysée favorablement dans sa capacité à déstabiliser le régime. Surtout, le mouvement dorgériste est vu comme une arme de guerre redoutable contre les cultivateurs-cultivants qui constituent une menace jugée bien plus considérable.
- 27 L'attitude un temps ambiguë des notables agrariens bretons cède alors le pas devant le succès du dorgérisme dans la région. La possibilité d'une instrumentalisation de ce mouvement s'impose à eux, surtout au lendemain de la manifestation commune du 1^{er} avril 1932. Les relations entre Dorgères et les responsables des Unions syndicales s'intensifient alors très nettement, notamment par l'entremise du comte de La Bourdonnaye, président de la Chambre d'agriculture d'Ille-et-Vilaine²². La correspondance que ce dernier entretient avec le comte de Guébriant pour le tenir informé de ces contacts montre que l'intention de manipuler le mouvement dorgériste est désormais manifeste. Relatant un de ses entretiens avec Dorgères, le comte de La Bourdonnaye dévoile, en effet, explicitement les objectifs poursuivis par les dirigeants des Unions syndicales bretonnes : « J'ai vu hier Dorgères et l'ai entretenu dans le sens convenu la semaine dernière à Saint-Brieuc. Il m'a déclaré être complètement d'accord pour 1°) être notre auxiliaire pour faire à notre compte certaines *campagnes* d'un caractère ou à tendances trop *politiques* pour que nous puissions prendre carrément position sur ces questions 2°) faire dans son journal une *propagande discrète* en faveur de nos organisations et profiter de toutes les occasions pour faire ressortir leur *rôle utile, nécessaire, efficace* dans l'intérêt des cultivateurs, ainsi que *l'action désintéressée de leurs dirigeants*, tout cela bien entendu avec le *tact indispensable*. Je lui ai promis en contrepartie que nous prendrions part d'une façon ouverte à la souscription ouverte en sa faveur et que nous pourrions par la suite continuer à le soutenir. [...] Je pense qu'il serait bien que pour sanctionner cet accord moral, nos organisations lui versent dès à présent un à-compte sur les subventions proposées. [...] En tout cas, sa campagne antiparlementaire est utile »²³. Le dorgérisme présente donc pour les notables agrariens l'avantage de mettre en avant des revendications politiques qu'il ne leur est pas toujours possible de développer du fait de l'aspect purement professionnel qu'ils désirent donner à leurs organisations. Alors que l'évolution du contexte politique dans le pays et la prise en compte de l'exaspération croissante de la paysannerie bretonne face à la crise renforcent leur hostilité viscérale au modèle républicain, l'action de Dorgères est désormais envisagée comme complémentaire de la leur.
- 28 L'alliance qui se met alors en place est facilitée par les contacts de plus en plus rapprochés que Dorgères entretient avec Jacques Le Roy Ladurie. Pour ce dernier, il s'agit, par cela, de déstabiliser la vieille garde aristocratique de l'Union centrale des syndicats agricoles (UCSA), trop timorée à son goût, afin d'en prendre le contrôle et de donner à ses engagements une connotation politique plus prononcée. La transformation, peu après, de l'UCSA en Union nationale des syndicats agricoles (UNSA) et son avènement comme

secrétaire général montre, du reste, le succès de cette stratégie qui se concrétise par la mise sur pied du Front paysan. L'unité d'action avec Dorgères s'y fait, notamment en Bretagne, dans une orientation résolument politique. Elle débouche sur l'organisation de très nombreuses manifestations dont le succès tient certes à la dynamique créée par le dorgérisme, mais également aux apports des Unions régionales. Disposant d'une presse qui s'est fortement développée depuis les lendemains de la Grande Guerre, pouvant s'appuyer sur leurs multiples syndicats communaux qui quadrillent les campagnes bretonnes, elles constituent un relais efficace de la mobilisation paysanne en assurant la diffusion vitale de l'information et en popularisant les mots d'ordre. On remarque au passage combien l'intégration préalable d'une fraction importante de la paysannerie bretonne dans ces organisations, creuset d'une sociabilité paysanne à forte connotation professionnelle, a été un facteur favorable à l'essor de la mobilisation ²⁴.

29 Le rôle décisif des Unions régionales dans le succès de la protestation paysanne tient donc à la mobilisation des ressources qu'elles mettent en œuvre afin d'assurer la réalisation de leur projet corporatiste. La reconnaissance, à la fin de l'année 1935, de l'Assemblée des présidents des chambres d'agriculture (APCA) par les pouvoirs publics constitue à cet égard et de manière indéniable une première réussite car elle apporte satisfaction à une de leurs revendications et renforce leur position institutionnelle ²⁵. Elle n'est cependant qu'une étape dans le passage « du syndicalisme au corporatisme », annoncé avec force lors du congrès de 1935 de l'UNSA, qui doit réaliser la réforme radicale de l'État tant espérée. La pression de la mobilisation paysanne est donc bien, pour les notables agrariens, un élément essentiel dans un dispositif d'action qui vise à un bouleversement de l'ordre politique à leur profit. L'instrumentalisation du mouvement dorgériste y joue, à l'évidence, un rôle déterminant. Les propos de François-Marie Jacq, un des bras droits du comte de Guébriant, lors du premier congrès des Jeunesses paysannes à Bannalec confirment ouvertement ces intentions : « Qu'attendons-nous des Jeunesses paysannes ? Il apparaît qu'à circonstances nouvelles il faille des procédés nouveaux et que, à côté des associations, organismes stables et permanents de la profession, des groupements plus spécifiquement agissants doivent trouver place. Les Pouvoirs publics ne sont sensibles aujourd'hui qu'à la force, qu'au dynamisme du nombre discipliné. [...] Les associations agricoles pourront, demain comme hier, se livrer en toute quiétude à leur labeur écrasant, vous veillerez sur elles ; vous serez les sentinelles, des guetteurs et, s'il le faut, de la vigueur de vos vingt ans, vous serez les défenseurs de nos libertés outragées. Et que pouvez-vous attendre de nous ? Reconnaissance et appui. Notre appui car nous savons bien que votre action sera toujours disciplinée, soumise aux règles fondamentales de la morale. Vous savez bien que l'énergie n'exclut pas la maîtrise de soi et que la force est d'autant plus agissante qu'elle est ordonnée et disciplinée. Aujourd'hui, vos formations sont nécessaires et les organisations agricoles voient en elles un magnifique appoint à l'œuvre qu'elles ont entreprise et qu'elles entendent poursuivre » ²⁶.

30 Outre l'appui décisif qu'elle représente, la mobilisation dorgériste a incontestablement fait prendre conscience aux dirigeants des Unions syndicales du poids des masses paysannes et, par conséquent, de la nécessité d'une mystique capable de les entraîner vers un débouché politique conforme à leurs aspirations ²⁷. C'est toute la fonction du corporatisme que l'agitation sociale qui traverse les campagnes bretonnes et françaises place au cœur du débat politique. Néanmoins, la logique institutionnelle qui sous-tend le projet des notables agrariens n'est pas sans comporter un facteur de tension avec le mouvement dorgériste que sa dynamique socio-politique éloigne de telles préoccupations

et à laquelle, d'ailleurs, Dorgères n'entend nullement subordonner ses ambitions personnelles. C'est, du reste, dans ces dissensions grandissantes que se dévoile un des éléments explicatifs majeurs du déclin du mouvement dorgériste.

Réflexions sur l'échec de Dorgères

- 31 À partir de 1937, le déclin du mouvement dorgériste semble irrésistiblement engagé même si la mobilisation paysanne persiste et continue de trouver en Bretagne un de ses terrains de prédilection. L'atténuation de la crise agricole et l'échec du Front populaire en constituent deux raisons essentielles et soulignent ce que l'essor du mouvement dorgériste devait à la conjoncture économique et politique. Dans ce contexte, les tensions entre Dorgères et les notables agrariens ne cessent de s'accroître. Le fait est largement perceptible au plan national où les relations entre Dorgères et Jacques Le Roy Ladurie se sont considérablement dégradées. Si interviennent ici des questions d'ego, des deux côtés surdimensionnés, ce sont pourtant bien des questions stratégiques qui sont déterminantes. Au sein de l'UNSA, dynamisée par l'avènement d'une nouvelle génération de dirigeants, on entend privilégier la logique institutionnelle qui fait de cette grande centrale syndicale un interlocuteur de premier plan pour les pouvoirs publics sur toutes les questions touchant au monde rural et agricole. Le grand congrès de Caen en 1937, symbole du renouveau de l'UNSA, confirme la prise de distance avec Dorgères, nullement invité, pour qui la continuité de l'agitation paysanne s'avère vitale. Ces dissensions croissantes débouchent finalement sur une rupture ouverte, en 1938, lorsque Dorgères fait campagne contre l'extension à la paysannerie de la loi sur les allocations familiales tandis que les notables agrariens se lancent dans son application. Réapparaissent alors les mêmes oppositions qui avaient marqué la loi sur les assurances sociales mais dans un contexte qui s'avère, au final, nettement moins favorable pour l'action de Dorgères.
- 32 Les difficultés du dorgérisme sont cependant moins nettes en Bretagne où l'entente avec les dirigeants des Unions régionales perdure bien qu'indéniablement moins active. C'est que ces derniers doivent tenir compte du poids du mouvement dorgériste qui, quoiqu'en recul, continue de bénéficier d'une solide audience parmi la paysannerie bretonne. La campagne de Dorgères contre les allocations familiales n'est ainsi pas sans écho et les élections partielles aux chambres d'agriculture de 1939 confirment son influence puisqu'elles voient certains de ses cadres se faire élire en Ille-et-Vilaine et dans le Morbihan²⁸. Pour autant, ici aussi, le déclin du dorgérisme est indiscutable. S'il s'inscrit dans une conjoncture nationale, il trouve également dans les spécificités de l'environnement régional des raisons d'explication significatives.
- 33 L'hostilité des milieux cléricaux à l'égard du mouvement dorgériste a été ici un élément décisif tant leur influence reste considérable dans la plupart des campagnes bretonnes. Lors des élections de 1936, à Landerneau et à Vitré où se présentaient deux candidats dorgéristes ayant de bonnes chances de l'emporter, l'engagement du clergé contre ces candidatures avait été une des raisons majeures de leur échec. Dorgères s'était d'ailleurs plaint amèrement, en ces circonstances, de « l'alliance du presbytère et de la loge » pour expliquer la défaite, au second tour, de Jean Bohuon à Vitré. On peut s'interroger sur cette hostilité persistante alors que le mouvement dorgériste professe un agrarisme somme toute guère éloigné de celui que véhicule le traditionalisme catholique des élites cléricales. Le ralliement au corporatisme de Dorgères aurait pu sur ce point désarmer certaines préventions ainsi que son alliance avec des notables ruraux profondément

catholiques et toujours soucieux d'entretenir de bonnes relations avec le clergé. Le comte de Guébriant a ainsi tenté, à plusieurs moments, de faire valoir, auprès de la hiérarchie ecclésiastique, l'intérêt du mouvement dorgériste – mais sans succès. C'est que l'hostilité des milieux cléricaux n'est pas seulement liée à sa condamnation des méthodes violentes préconisées et parfois utilisées par Dorgères. Elle tient surtout, fondamentalement, à son refus de tout mouvement social dégagé de la logique confessionnelle. Investi dans la seconde Action catholique et plus particulièrement dans la Jeunesse agricole catholique (JAC), le clergé voit d'un très mauvais œil un mouvement sur lequel il n'a aucune emprise mobiliser la paysannerie bretonne. Peu après le traumatisme qu'a constitué, pour le monde catholique breton, la condamnation pontificale de l'Action française, le refus du dorgérisme, c'est d'une certaine manière et une nouvelle fois le refus du « politique d'abord » pour des milieux cléricaux qui se sont tournés, plus ou moins contraints, vers d'autres perspectives d'action. De fait, loin de désarmer son animosité envers Dorgères, son alliance avec les notables agrariens, le plus souvent d'origine aristocratique, a, chez certains clercs, renforcé leurs préventions. Misant à terme sur l'émergence de nouvelles élites rurales authentiquement paysannes, une partie du clergé breton est attentive à ne pas laisser l'aristocratie rurale, dont elle connaît les sympathies maurrassiennes, revenir sur le devant de la scène socio-politique. On comprend ainsi comment l'irruption du dorgérisme dans la région a constitué un puissant facteur de déstabilisation de l'ancien « bloc agraire » breton déjà considérablement fragilisé par la condamnation de l'Action française. Le fait que l'hostilité cléricale se soit exprimée, dans l'ensemble, de manière plutôt feutrée, montre cependant combien l'Église, acteur majeur des campagnes bretonnes, a dû tenir compte de l'audience d'un mouvement capable de mobiliser la paysannerie sur des bases non confessionnelles. Par son action, elle coupe néanmoins le dorgérisme d'une partie des nouvelles élites rurales qui, à travers les premiers développements de la JAC, commencent à apparaître sur la scène régionale.

- 34 Confronté à l'animosité des milieux cléricaux, le mouvement dorgériste s'est également heurté dans la région à l'engagement d'une partie de la paysannerie derrière les forces de gauche. Son incapacité relative à transcender les clivages politiques régionaux reproduit ici un phénomène facilement observable à l'échelle nationale. Certes, il faut le souligner, son identité authentiquement paysanne, son refus d'investir la question religieuse au profit de considérations spécifiquement agricoles lui ont permis de s'implanter dans des régions où la paysannerie avait fait la preuve, lors des consultations électorales, de son engagement républicain à l'instar de la Cornouaille finistérienne, notamment du pays bigouden. Pour autant, la dynamique du mouvement dorgériste n'a pas été suffisante pour s'imposer dans les régions rurales portées, par leur évolution politique, vers la gauche socialiste, voire communiste. Ainsi le Trégor lui reste fondamentalement hostile. Le développement de l'agitation paysanne dans cette région à l'instigation des socialistes, derrière la figure de Tanguy Prigent²⁹, et des communistes sous la bannière de la Confédération générale des paysans travailleurs (CGPT) montre que le mécontentement de la paysannerie est pourtant tout aussi prononcé ici que dans le reste de la Bretagne. C'est, du reste, dans cette région que l'opposition aux ventes-saisies s'est faite la plus active³⁰. Simplement l'action de Dorgères s'est heurtée à des appartenances partisans et aux réseaux de sociabilité qui les structurent, profondément irréductibles. Dorgères est ici perçu comme un trublion fasciste et le mouvement dorgériste est analysé dans son instrumentalisation par des notables agrariens profondément exécrés.

35 Si les spécificités des campagnes bretonnes permettent d'expliquer en quoi la région a pu constituer un des bastions du dorgérisme, elles dévoilent donc également des facteurs moins favorables à son affirmation. Plus globalement, le déclin du mouvement dorgériste à la fin des années 1930 renvoie aux caractéristiques du groupe social mobilisé et aux déficiences intrinsèques de l'organisation dorgériste. L'essor du mouvement ne doit en effet pas masquer l'incapacité des Comités de défense paysanne à se structurer de manière solide et permanente. La Défense paysanne s'est, en effet, construite autour d'une grande autonomie des groupes locaux. Celle-ci a constitué, pendant un temps, la force du mouvement, lui donnant une forte réactivité et lui permettant de prendre en compte les particularités de l'environnement local. Elle a pu s'appuyer sur des réseaux de sociabilité dont l'efficacité tenait justement à leur ancrage dans un environnement immédiat et à leur grande souplesse de fonctionnement. Mais les carences de l'organisation centrale, malgré les efforts ponctuels de Dorgères dans les années 1935-1937, se sont révélées un handicap majeur quand les tensions sociales se sont atténuées dans les campagnes du fait d'une conjoncture économique moins défavorable. L'absence de moments fédérateurs autres que les manifestations, de moins en moins nombreuses, faute d'organisation et de vie collective à l'échelon départemental et régional, a laissé le mouvement à la merci de l'évolution de la conjoncture. L'incapacité de Dorgères à penser d'autres formes d'action pour la paysannerie tient pour beaucoup, il est vrai, à la complémentarité établie au sein du Front paysan. Malgré sa volonté de s'imposer comme un acteur majeur et autonome, le mouvement dorgériste s'est laissé enfermer, en partie du moins, dans le rôle d'appoint et de moyen de pression auquel les notables agrariens entendaient le cantonner. Mais les déficiences de Défense paysanne renvoient également et peut-être plus fondamentalement encore aux difficultés de la paysannerie à exercer, au regard des contraintes de sa profession, une action militante dans la durée. Si la participation à des rassemblements protestataires ne pose guère de problèmes, l'animation régulière de structures partisans s'avère beaucoup plus compliquée pour des paysans confrontés aux exigences du travail agricole. Certes, on note déjà dans la société bretonne de cette époque, quoique de manière encore relative, l'émergence de nouvelles élites paysannes capables d'assumer ce rôle d'animation. Mais les premiers développements de la JAC et, surtout, l'importance des structures syndicales qui en captent une grande partie concurrencent ici directement le mouvement dorgériste.

* * *

36 L'essor du mouvement dorgériste dans la Bretagne des années 1930 apparaît bien comme un moment important dans l'histoire d'une paysannerie qui s'affirme avec force et de manière relativement autonome sur la scène socio-politique régionale. Il marque en cela la montée des préoccupations économiques et professionnelles dans un monde rural où la logique du champ économique occupe une place grandissante. Il participe ainsi à l'ébranlement d'un monde jusqu'ici largement organisé autour des valeurs religieuses et d'une conception hiérarchisée de la société. La mobilisation sociale qui le caractérise permet, en effet, à la paysannerie de se dégager, il est vrai partiellement, des logiques partisans antérieures et des clivages organisés autour de la question religieuse qui la plaçaient dans une position de subordination vis-à-vis des notables du monde rural, qu'ils soient conservateurs ou républicains. Dans ce cadre, le mouvement dorgériste peut être

analysé, de manière assez paradoxale, comme l'expression d'une exigence d'intégration socio-politique et économique renforcée de la paysannerie bretonne et, en même temps, comme une forte réaction aux modalités concrètes de ce processus. Alors que la Guerre de 1914-1918 a grandement favorisé son décloisonnement culturel et que la prospérité agricole des années 1920 est venue renforcer ses aspirations économiques, la crise dévoile les fortes contraintes qu'entraîne le processus d'intégration dans une économie libérale. En cela, elle fait resurgir les complexes d'une paysannerie bretonne qui se perçoit dans une double altérité sociale et culturelle au sein d'une société dont l'urbanisation et l'industrialisation se renforcent. L'attraction du projet corporatiste, développé par les notables agrariens et auquel Dorgères se rallie, tient alors à ce qu'il lui permet de dépasser la dépréciation identitaire qui semble s'attacher à sa condition en posant l'appartenance professionnelle comme élément-clé de l'intégration politique. Si ce projet sous-tend, dans l'esprit de ses initiateurs, la préservation des hiérarchies sociales et la consécration des élites rurales traditionnelles, il n'en place pas moins la paysannerie bretonne, du moins dans la dynamique socio-politique qu'elle connaît dans les années 1930, comme un acteur de premier plan. Un certain nombre de *leaders* du mouvement dorgériste s'imposent ainsi dans le champ spécifique de la représentation paysanne au sein des chambres d'agriculture ou dans les structures syndicales. Leur présence ultérieure, à l'échelon local mais aussi départemental et régional, dans les cercles dirigeants de la Corporation paysanne sous Vichy confirme, outre l'alliance avec les notables ruraux, la place importante du dorgérisme dans l'émergence d'élites véritablement paysannes. Longtemps masqué par le rôle décisif de la JAC, dans les années 1950-1960, le dorgérisme peut donc être considéré, sur ce point, comme une première étape dans un processus qui tarde à s'accomplir dans la région du fait de la primauté longtemps maintenue des élites aristocratiques.

NOTES

1. Robert PAXTON, *Le temps des chemises vertes. Révoltes paysannes et fascisme rural (1929-1939)*, Paris, Éditions du Seuil, 1996, 314 p.
2. Cet article est en grande partie tiré de ma thèse : David BENSOUSSAN, *Les droites en Bretagne dans les années trente. Tensions et déchirements dans un monde catholique et rural*, IEP de Paris, 2002, 1650 p., à paraître prochainement (2006) aux éditions Fayard.
3. À la veille de la Première Guerre mondiale, la Bretagne compte près de 74 % de ruraux alors que la moyenne nationale est de 56 %. La paysannerie représente, quant à elle, plus de 50 % de la population bretonne.
4. Sur ce que représente le formidable pouvoir de dire le monde social, voir les réflexions de : Pierre BOURDIEU, « Espace social et genèse des "classes" », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 52-53, juin 1984, pp. 3-12.
5. Figure incontournable du monde agrarien breton et français, le comte de Guébriant deviendra président de la commission nationale d'organisation corporative, qui donnera naissance à la Corporation paysanne, sous Vichy. En attendant l'achèvement de sa

biographie à laquelle je travaille, on peut se reporter à : David BENSOUSSAN, « Le syndicalisme agricole entre conservatisme et progressisme : le projet syndical du comte de Guébriant dans la première moitié du 20^e siècle », dans Frédérique PITOU [dir.], *Élites et notables de l'Ouest (16^e-20^e siècles). Entre conservatisme et modernité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003, pp. 193-202.

6. Sur cette expérience originale, voir l'article de : Pierre BARRAL, « Les syndicats bretons de cultivateurs-cultivants », dans Pierre BARRAL [dir.], *Aspects régionaux de l'agrarisme français avant 1930.— Le Mouvement social*, avril-juin 1969, pp. 147-161. Pour une étude plus développée, outre ma thèse, on peut se reporter à l'ouvrage de : Francis CORVAISIER, *Les abbés démocrates. Église et émancipation paysanne en Bretagne au début du 20^e siècle*, Rennes, Éditions Apogée, 2003, 384 p.

7. Sur cette loi et ses répercussions sociales, voir : Henri HATZFELD, *Du paupérisme à la Sécurité sociale (1850-1940)*, Paris, Librairie Armand Colin, 1971, 344 p.

8. Pour preuve, l'absence de toute évocation de cette loi dans la grande synthèse de : Michel GERVAIS, Marcel JOLLIVET et Yves TAVERNIER, *La fin de la France paysanne de 1914 à nos jours*, tome 4 de Georges DUBY et Armand WALLON [dir.], *Histoire de la France rurale*, Paris, Éditions du Seuil, 1977, 672 p., ou dans celle, plus récente mais plus réduite, de : Annie MOULIN, *Les paysans dans la société française. De la Révolution à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, 1988, 316 p.

9. Elles réclament notamment, outre le principe d'une gestion mutualiste des caisses d'assurance, la diminution des cotisations pour les assujettis facultatifs et, surtout, la suppression des dispositions assimilant les parents travaillant sur l'exploitation à des assujettis obligatoires.

10. Le Front paysan, organisé sur le plan national, regroupe le mouvement de Défense paysanne de Dorgères, la puissante Union nationale des syndicats agricoles et le Parti agraire de Fleurant Agricola.

11. Le préfet du Finistère note ainsi, le 23 janvier 1935 : « Depuis mon arrivée dans le département (novembre 1932) je n'ai cessé de signaler dans les rapports hebdomadaires ou spéciaux que l'état d'esprit des populations rurales n'était pas bon. Les manifestations agricoles du début de 1933, les mauvais résultats des lois de 1933 et de 1934 sur les blés ; la mévente de certains primeurs ; la baisse considérable des produits agricoles et du bétail en sont la cause ». Arch. dép. Finistère (Archives départementales du Finistère), 1 M 230.

12. L'estimation précise des effectifs de ces comités est impossible à faire faute de sources adéquates. Les chiffres donnés par Dorgères sont souvent fantaisistes. Il faut donc se contenter d'ordres de valeur à partir notamment du nombre des abonnés au Progrès agricole de l'Ouest.

13. Arch. dép. Côtes-d'Armor, 7 M 3. Rapport au ministre de l'Intérieur, le 24 janvier 1935.

14. Sur la notion de « frustration relative », issue des travaux du sociologue américain Ted Gurr, et de la façon dont elle joue doublement sur la paysannerie, voir : Nathalie DUCLOS, *Les violences paysannes sous la 5^e République*, Paris, Economica, 1998, 282 p.

15. Ce sentiment est d'autant plus susceptible d'être ressenti que la région a connu, dans la décennie précédente, sous le Cartel des gauches, une très forte mobilisation catholique contre les projets religieux du gouvernement.

16. Progrès agricole de l'Ouest, 19 novembre 1933.

17. Robert PAXTON, *Le temps des chemises vertes...*, ouv. cité, p. 123.

18. Sur cette notion de répertoire d'action collective, voir : Charles TILLY, *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1986, 622 p.

19. Arch. privées du comte de Guébriant. Lettre au comte de Guébriant, le 16 octobre 1932.
20. Progrès agricole de l'Ouest, le 17 juin 1934.
21. Arch. privées du comte de Guébriant. Lettre au comte de Guébriant, le 3 octobre 1929.
22. Le comte de La Bourdonnaye est mandaté officiellement par les dirigeants des Unions de Bretagne pour rencontrer Dorgères afin de « savoir dans quelle mesure son action pourra s'accorder avec celle des Unions ». Compte rendu de la réunion des dirigeants des Unions de Bretagne, tenue à Saint-Brieuc, le 9 août 1933. Arch. privées de Guébriant. Les liens qu'il entretient avec Dorgères lui vaudront d'être perquisitionné par les forces de police, suite aux poursuites judiciaires engagées contre Dorgères au début de l'année 1935.
23. Arch. privées de Guébriant. Lettre du comte de La Bourdonnaye au comte de Guébriant, le 17 août 1933. Ce qui est souligné l'a été par son rédacteur. La souscription dont parle le comte de La Bourdonnaye a été ouverte, alors que Dorgères se trouve en prison suite à l'affaire Salvaudon, pour couvrir les frais du procès.
24. Sur le rôle de la sociabilité rurale dans le développement du mouvement dorgériste en Bretagne, voir ma communication : « Mobilisation paysanne et sociabilités rurales : le mouvement dorgériste en Bretagne » au colloque tenu à Rennes, du 6 au 8 juin 2005, sur Sociabilités et politique en milieu rural. Actes à paraître aux Presses universitaires de Rennes.
25. En attendant l'achèvement de la thèse de Mélanie Atrux sur l'APCA, sous la direction de Jean-Luc Mayaud, on peut se reporter à son DEA : Mélanie ATRUX, *Pour une histoire de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA), 1924-1974*, Mémoire pour le Diplôme d'études approfondies en histoire contemporaine, Université Lumière-Lyon 2, juin 2003, 2 volumes, 324 et 83 f°.
26. La lettre mensuelle, organe de liaison périodique entre l'Union des syndicats agricoles du Finistère et des Côtes-du-Nord et les présidents et secrétaires des syndicats, décembre 1935.
27. La nécessité d'une mystique paysanne est d'autant plus ressentie qu'un certain nombre de responsables des Unions syndicales ne sont pas sans regarder avec intérêt ce qui se passe dans l'Italie fasciste. C'est notamment le cas de Roger Grand, grande figure du monde agrarien breton, premier président de l'UNSA, qui connaît bien la situation italienne pour avoir effectué plusieurs voyages d'étude dans ce pays.
28. C'est notamment le cas de Jean Bohuon qui confirme son ancrage en Ille-et-Vilaine.
29. Sur la figure et l'action de Tanguy Prigent qui deviendra ministre de l'Agriculture au lendemain de la guerre, voir : Christian BOUGEARD, *Tanguy Prigent, paysan ministre*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002, 364 p.
30. Sur l'agitation paysanne dans cette région, voir : François PRIGENT, *Un socialisme d'extrême gauche dans le Trégor, la Charrue rouge d'Augustin Hamon et Philippe Le Maux (1930-1937)*, mémoire de maîtrise, Université Rennes 2, 2000, 224 p. Pour une approche plus globale de l'action socialiste et communiste dans les campagnes outre l'étude relativement ancienne de : Philippe GRATTON, *Les paysans français contre l'agrarisme*, Paris, Maspéro, 1972, 224 p., voir la thèse de : Édouard LYNCH, *Moissons rouges. Les socialistes français et la société paysanne dans l'entre-deux-guerres*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2002, 484 p.

RÉSUMÉS

La brusque irruption du dorgérisme en Bretagne, dès la fin des années 1920, constitue un moment important dans l'histoire de la paysannerie bretonne qui s'impose comme un acteur socio-politique incontournable sur le devant de la scène régionale. La lutte contre les assurances sociales puis contre les répercussions de la crise économique, impulsée par Dorgères, débouche en effet sur une mobilisation de grande ampleur qui fait de la Bretagne un des bastions du dorgérisme. La dynamique sociale et politique de ce mouvement, outre qu'elle traduit la montée des aspirations paysannes au lendemain de la Grande Guerre, témoigne également d'une logique émancipatrice à l'égard des autorités sociales traditionnelles du monde rural. La geste dorgériste qui s'affirme alors, notamment par de nombreuses et grandes manifestations, s'accompagne de tout un travail de construction identitaire qui révèle les complexes socioculturels de la paysannerie bretonne et la volonté de Dorgères d'en renverser les effets par l'exaltation d'une « fierté paysanne ». Témoignage de la colère et de la frustration sociale de la paysannerie, la puissance du mouvement dorgériste tient aussi aux caractéristiques de l'entreprise politique menée par Dorgères et à son investissement par des notables agrariens qui cherchent à l'instrumentaliser dans leur combat contre l'État. Les fluctuations des stratégies mises en place confirment l'intérêt d'une lecture fonctionnelle du dorgérisme qui restitue l'espace des possibles dans lequel, à des moments donnés, il s'inscrit.

David BENSOUSSAN, For a Socio-Political Analysis of *dorgérisme*: the Example of Brittany

The sudden emergence of *dorgérisme* in Brittany as early as the late 20's represented an important moment in the history of the Breton peasantry that came to play a major socio-political part on the regional scene. Indeed, the fight against social insurances, then against the consequences of the economic crisis of the 30's, spurred by Dorgères, developed into a large-scale mobilization, which made of Brittany a stronghold of *dorgérisme*. Not only do the socio-political dynamics of this movement express the growth of peasant expectations after the war, but it also represents a process of emancipation from the traditional social authorities of the rural world. The *dorgériste* movement, which then asserts itself, in particular through many important demonstrations, comes with the building of a "peasant identity" revealing the social and cultural complexes of the Breton peasantry, and Dorgères' intention to reverse its effects by exalting a "peasant pride". An evidence of the anger and social frustration of the peasant world, the *dorgériste* movement became so powerful, too, because of the specific features of Dorgères' political venture and the interest of agrarian notables who tried to use it in their fight against the state. The fluctuating strategies set up clearly show that it is important to have a functional reading of *dorgérisme* that renders the field of social potentialities in which it takes place at certain times.

INDEX

Index chronologique : XXe siècle

Index géographique : Bretagne